



Cycle de conférences « Échanger pour mieux comprendre »



Actes de la conférence
**« Le Monde, l'Afrique, le Maroc :
quelles perspectives pour 2019 ? »**

Casablanca, jeudi 31 janvier 2019



FONDATION
Attijariwafa bank

Pôle Édition & Débats

Tous les actes des conférences du Cycle « Échanger pour mieux comprendre »
sont disponibles sur le site institutionnel : www.attijariwafabank.com

Échanger pour mieux
comprendre

ACTES DE LA CONFÉRENCE

jeudi 31 janvier 2019

Mot de bienvenue et présentation des intervenants

M. Ismaïl Douiri, Directeur Général du groupe Attijariwafa bank

Panel de discussion

M. Frédéric Louat, Directeur Général du cabinet Riser Maghreb

M. Abdou Diop, Managing Partner du cabinet Mazars Audit & Conseil

M. El Mehdi Fakir, Économiste, Senior Consultant en Stratégie & Risk Management

Sous la modération de

M. Talal Chakir, Chroniqueur radio, Enseignant en Sciences économiques et sociales

Séance de questions / réponses

La rencontre en images

Pôle Édition & Débats

Mouna Kably, Responsable

Kenza Lamniji, Chef de Projets

Sara Khallaayoun, Chef de Projets

Présentation des invités et annonce du programme de la conférence

Mme Mouna Kably

Responsable du pôle Édition & Débats, Fondation Attijariwafa bank

Mesdames et messieurs,

Bonsoir et bienvenue à cette 45^e édition du cycle « Échanger pour mieux comprendre » de la Fondation Attijariwafa bank. Nous consacrons cette première rencontre de l'année à la conjoncture économique et géostratégique dans le monde, en Afrique et au Maroc, dans les prochains mois.

Pour traiter cette thématique d'actualité, nous avons le plaisir de recevoir 3 personnalités d'une grande qualité.

Bienvenue à :

- **M. Frédéric Louat**, Directeur Général du cabinet Riser Maghreb ;
- **M. Abdou Diop**, Managing Partner du cabinet Mazars Audit & Conseil ;
- **M. El Mehdi Fakir**, Économiste, Senior Consultant en Stratégie & Risk Management.

La modération sera assurée par **M. Talal Chakir**, Chroniqueur radio, Enseignant en Sciences

économiques et sociales. Il nous présentera plus dans le détail nos invités.

Avant de céder la parole à **M. Ismaïl Douiri**, Directeur Général du groupe Attijariwafa bank qui nous fait l'honneur de présider cette conférence, je vous précise que la discussion entre panélistes devrait durer environ 1h30.

Comme d'habitude, nous clôturerons notre rencontre par une séance de questions/réponses avec la salle.

Par ailleurs, l'intégralité de ces échanges sera retranscrite dans des actes de conférences qui seront disponibles sur le site de la banque www.attijariwafabank.com.

Je vous souhaite une excellente conférence. **M. Douiri** si vous voulez bien prendre la parole.



Mot de bienvenue

M. Ismaïl Douiri

Directeur Général du groupe Attijariwafa bank

**Honorable assistance,
Mesdames et Messieurs,
Chers invités,**

Je vous remercie Madame Kably au nom de toutes les personnes présentes d'avoir choisi un thème aussi intéressant.

Je voulais d'abord vous souhaiter la bienvenue à toutes et à tous à cette nouvelle édition du cycle « Échanger pour mieux comprendre » de la Fondation Attijariwafa bank et vous remercier pour votre fidélité. Je profite de cette première rencontre de l'année, et sachant que nous sommes encore en janvier, pour vous présenter tous mes vœux pour 2019.

À travers le thème de cette 45^e édition baptisée « Le Monde, l'Afrique, le Maroc : quelles perspectives pour 2019 ? », nous avons choisi de partager quelques clés de compréhension des grandes tendances de la conjoncture mondiale pour l'année qui commence, ou au moins, vues les

nombreuses incertitudes les prochains mois. Mais pour mieux comprendre les perspectives économiques, géopolitiques et sociales qui vont impacter notre environnement, il nous semble également opportun de dresser un bilan de la décennie qui vient de s'écouler, à la fois, pour mesurer les avancées et anticiper les opportunités futures, mais aussi, pour identifier les difficultés persistantes et les risques à venir.

Comme vous l'aurez constaté, le Monde a profondément changé depuis la crise financière de 2008, et le rythme des mutations s'est nettement accéléré au point qu'il est de plus en plus difficile de se projeter. Mais cela ne doit pas nous empêcher de poser des questions qui s'imposent à nous parce qu'elles sont cruciales pour notre avenir :

- Avons-nous tiré tous les enseignements de cette crise qui était, au départ, financière, puis économique, avant de devenir sociale et culturelle ?
- Nos économies sont-elles véritablement immunisées contre de nouveaux chocs ?

L'autre axe de réflexion sur lequel nous devons nous pencher, concerne la révolution des pratiques et des règles qui régissent nos sociétés, suite à l'expansion fulgurante des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle. Plus particulièrement, en ce qui concerne les pays émergents, notamment en Afrique, comment peuvent-ils saisir les opportunités qu'elles offrent et en réguler les éventuels effets néfastes voire dérapages ?

Enfin, le troisième axe de réflexion est, à mon sens, le plus important car il place l'Homme au cœur des préoccupations. Il s'agit du défi du développement humain et durable qui renvoie à la problématique de redistribution des richesses, de l'avenir de l'emploi salarié, de la préservation de l'environnement, de la qualité de vie, etc...

Il nous semble important de susciter un débat sans concession autour de ces questions cruciales pour notre avenir. D'autant que les prévisions pour l'année 2019 sont pour le moins pessimistes.

Mais face à cette atonie qui plane sur l'économie mondiale, nous avons toutes les raisons d'être optimistes pour l'Afrique, en dépit de ses retards et de ses difficultés. Il est vrai que sa dette a doublé en 5 ans, totalisant 57 % du PIB ; que le chômage touche 60 % de ses jeunes ; que ses inégalités sociales restent profondes alors que sa croissance demeure peu inclusive... Cependant, il faut reconnaître les efforts accomplis ces dernières années et qui gagnent à être consolidés. Par exemple, le dernier classement Doing Business de la Banque Mondiale note une amélioration de l'environnement des affaires de plusieurs pays africains, et ce, grâce aux réformes engagées

en faveur d'une meilleure gouvernance. C'est un signal fort en faveur des investissements directs étrangers.

Pour sa part, le Maroc s'inscrit parfaitement dans cette dynamique, et les projections concernant le Royaume forcent à l'optimisme. Le FMI table dans ses projections publiées en novembre 2018, sur un taux de croissance de 3,2 % en 2019, tandis que Bank Al-Maghrib prévoit un taux de 3,1 %, sous réserve que soient menées à terme, toutes les réformes structurelles requises.

Au même titre que tous nos pays voisins qui sont engagés dans la voie des réformes, nous devons rester optimistes et aller de l'avant pour ne pas compromettre les avancées obtenues au prix de gros efforts.

Pour nous éclairer sur les grandes tendances de conjoncture mondiale, et les défis à relever par le continent africain et le Maroc en particulier, nous avons le plaisir de recevoir des intervenants de qualité qui sont au fait de toutes ces problématiques :

- M. Frédéric Louat, Directeur du cabinet Riser Maghreb ;
- M. Abdou Diop, Managing Partner du cabinet Mazars ;
- M. El Mehdi Fakir, Économiste, Senior Consultant en Stratégie et Management du Risque.

La modération sera assurée par M. Talal Chakir, Chroniqueur radio et Enseignant en Sciences économiques et sociales.

Je vous souhaite à tous une excellente conférence.



M. Talal Chakir

Chroniqueur radio, Enseignant en Sciences économiques et sociales, Modérateur

Merci Mme Kably et M. Douiri pour cette introduction.

Je suis bien heureux de partager avec vous la suite de ce cycle de conférences « Échanger pour mieux comprendre ».

Aujourd'hui, nous recevons d'éminents intervenants qui vont nous éclairer sur certaines réflexions développées tout au long de l'année 2018 et sur les perspectives 2019.

Le premier indicateur qui intéresse les économistes est le taux de croissance. Lorsque l'on se penche sur le taux de croissance de l'année 2019, les perspectives sont assez peu rassurantes puisque les prévisions tablent sur un taux de 1,7 % au lieu de 2,3 % en 2018.

Globalement, nous allons nous retrouver dans une situation assez délicate. Les pays européens

qui, traditionnellement, jouaient un rôle moteur, seront sous pression budgétaire, bancaire, et sous le poids de la dette... Pourtant, ils seront tenus de respecter certaines exigences de la Banque Centrale Européenne en termes de maîtrise de la dette et de discipline budgétaire.

Or, certains faits d'actualité ont émergé depuis quelques semaines comme la montée en puissance du mouvement des Gilets Jaunes en France qui va pousser Macron à réfléchir autrement sa stratégie publique et à revoir sa politique de compression des dépenses publiques.

De même, aux États-Unis, Donald Trump provoque la grogne sur les réseaux sociaux. Le président américain joue, à coups de tweets, la carte du protectionnisme et affiche sa volonté de reconsidérer le libre-échange ainsi que la présence des GAFA, notamment Google, Amazon, Apple et Facebook. Ces nouveaux mastodontes

de l'économie mondiale s'imposeront à nous, vont apporter un nouveau mode de réflexion et générer de nouveaux équilibres.

Nous parlerons ensuite de protectionnisme et de cette nouvelle forme de régionalisation en Afrique. Nous sommes effectivement une région en devenir, avec beaucoup d'inquiétudes autour des processus de transition que connaissent la plupart des pays du continent. Plusieurs élections ont eu lieu en Afrique et d'autres sont programmées en 2019, mais le saut vers la démocratie et vers une meilleure répartition des richesses demeure toujours difficile à accomplir, et ce, malgré le rôle de locomotive de certains pays comme le Rwanda, la Zambie, la Tanzanie ou le Kenya. Ces pays réalisent près de 12 % de taux de croissance, mais plusieurs interrogations persistent.

Nous concluons avec le dossier marocain et les directives royales, à savoir, la définition du nouveau modèle économique. Le processus est difficile à enclencher et complexe à mettre en place car notre économie est difficilement oligopolistique

et demeure largement monopolistique dans plusieurs secteurs. De plus, le dialogue social se met en place avec beaucoup de difficultés, traînant des lacunes héritées du passé.

Tout cela rend intéressant, mais complexe, la réflexion et la discussion sur les perspectives 2019.

Pour commencer, je vais me tourner vers M. Frédéric Louat pour lui demander de nous livrer son regard sur le monde. Mais avant tout, je vais lui demander sa perception de l'année 2018, avant de nous parler des perspectives 2019.

Allons-nous assister, comme vous le dites dans vos écrits, à une vague de pessimisme ? Sommes-nous faussement pessimistes ? Pouvons-nous nous attendre à un redécoupage régional notamment en Europe qui impose certaines conditions avec le Brexit ?

En résumé, comment se porte le monde, et en termes de perspectives, que pouvons-nous espérer pour 2019 ?



M. Frédéric Louat

Directeur Général du cabinet Riser Maghreb

Merci Talal.

Je voulais d'abord commencer par remercier la Fondation Attijariwafa bank de nous avoir invités.

Pour comprendre où nous en sommes et où nous allons au cours des prochains mois, il est important de revenir neuf mois en arrière, en avril 2018.

En avril 2018, le FMI prévoyait une croissance mondiale de 3,9 %. Son rapport régulier commençait par la phrase « L'expansion économique mondiale qui a débuté aux environs du milieu de l'année 2016 est devenue plus large et vigoureuse ». Ce dynamisme avait surpris les experts du FMI. Aujourd'hui, nous ne sommes plus à 3,9 %, mais à 3,5 %. Cela peut sembler très anecdotique, et pourtant, ce n'est pas le cas, et ce, pour plusieurs raisons.

En premier lieu, c'est l'un des signes que la croissance mondiale est en train de décélérer. Il y a seulement 9 mois, l'on était dans un schéma d'accélération, et l'on prévoyait que 2018 serait meilleure que 2017 et 2019 encore meilleure, et

2020 encore mieux. Aujourd'hui, l'on est dans un schéma inverse avec une décélération en 2018, suivie d'une décélération en 2019. En neuf mois, la tendance s'est donc complètement inversée.

En deuxième lieu, certains risques qui avaient été identifiés il y a 9 mois ne sont plus des risques mais des tendances. En clair, ce sont des risques qui se sont matérialisés. En 2020, la croissance mondiale sera la plus faible depuis pratiquement le début de la décennie, et cela est très significatif aussi.

Et enfin, le FMI et plusieurs économistes estiment que les risques d'avoir une croissance plus faible sont beaucoup plus élevés que les chances d'avoir une croissance plus forte. Aujourd'hui, le risque de déviation par rapport au taux de 3,5 % est beaucoup plus fort à la baisse qu'à la hausse.

Si j'ai commencé par mentionner ces aspects, c'est parce que cela permet de comprendre pourquoi nous avons basculé d'un optimisme béat à un pessimisme raisonnable en l'espace de 9 mois. Je citerai quatre grands événements majeurs au cours des 9 derniers mois.

Le premier concerne la situation de la Chine. La Chine connaît un ralentissement régulier depuis quelques années, mais qui, aujourd'hui, se confirme et se traduit par des faits jusque-là inédits. Pour la première fois depuis 20 ans, les ventes automobiles ont baissé en Chine en 2018. Jusque-là, la croissance démographique et l'émergence de la classe moyenne ont permis de booster la croissance des ventes automobiles en Chine. L'an prochain, la Chine réalisera son plus faible taux de croissance depuis 28 ans. En effet, depuis 1990, la Chine n'aura pas connu une croissance aussi lente. Évidemment, le ralentissement de la croissance chinoise aura un gros impact sur le reste du monde, et donc elle constitue la première raison du regain de pessimisme.

Le deuxième facteur est lié à la hausse des taux américains. Celle-ci a un impact direct sur la croissance américaine, sur le raffermissement du dollar qui peut causer des problèmes notamment aux pays endettés en dollar. L'effet cours du dollar est alors aggravé par l'effet hausse des taux. De ce fait, le service de la dette est plus élevé pour ces pays, et notamment, pour les pays émergents endettés en dollar.

Le troisième facteur concerne les incertitudes géopolitiques. Je pense par-là, à tous les effets induits par le Brexit, aux tensions dans différents pays, notamment en Italie... Aujourd'hui, le pire n'est pas certain. Mais la seule incertitude impacte la confiance. Aujourd'hui, partout dans le monde, notamment dans les grands pays qui réalisent ce type d'enquêtes, les enquêtes de confiance menées auprès des ménages et des entreprises, confirment que les indices de confiance sont à un niveau extrêmement bas. Dans tous les pays, ce niveau est le plus bas depuis au moins 3 ans, et parfois davantage. Nous sommes donc confrontés à un vrai problème de confiance des entreprises et des ménages. Ce problème aura un gros impact à la fois sur la consommation des ménages et sur les décisions d'investissement.

Et enfin, le regain du protectionnisme crée aujourd'hui de l'incertitude. Il s'est matérialisé

avec certaines mesures et constitue une menace sérieuse. Aujourd'hui, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ne s'est pas encore complètement concrétisée. Il y a eu certaines mesures annoncées puis reportées. Mais cette menace impacte aussi la confiance.

Je voudrais juste finir en parlant des risques qui entourent ces prévisions macroéconomiques. Comme je le disais, aujourd'hui, il y a plus de risques à la baisse que de risques à la hausse.

Je citerai un autre facteur de risque dont on ne parle pas beaucoup : il est lié aux incertitudes qui pèsent sur le prix du pétrole. Aujourd'hui, la volatilité du cours du baril est très forte. Cette volatilité a démarré en 2018 et va s'accroître en 2019. Évidemment, son impact est variable selon que le pays émergent est producteur de pétrole ou importateur. Son impact sur le niveau d'inflation est également très fort. Aujourd'hui,

les fondamentaux évoluent tous en faveur d'une baisse du prix du brut. Or, le marché du pétrole ne réagit pas aux fondamentaux. Il suffit d'une aggravation de la situation au Venezuela, en Iran, ou dans quelques pays producteurs, pour que le prix du brut flambe.

Aujourd'hui, le prix du Brent est à peu près à 62 dollars. Même si nous ne savons pas à quel niveau il clôturera l'année, il y a de fortes chances pour qu'il clôture 2019 à 40 ou 80 dollars, et la volatilité est si forte que l'on risque d'avoir un nouveau choc. Nous allons avoir de très fortes fluctuations qui constituent un facteur de risque important.

Le deuxième risque est relatif à l'explosion de la bulle financière. L'on est à peu près tous d'accord qu'elle aura lieu et je suis sûr que ce risque est intégré dans la stratégie de la banque. La question que nous devons nous poser est : quand va-t-elle éclater ?

Aujourd'hui, nous constatons une fragilisation du système financier international. Il faut rappeler que le Dow Jones affiche un niveau de valorisation deux fois plus élevé qu'en 2008, à la veille de l'éclatement de la bulle. Or, l'état des fondamentaux

« Le ralentissement de la croissance chinoise constitue la première raison du regain de pessimisme »

ne justifie pas de tels niveaux de valorisation. Il est sûr que cela va avoir un impact sur le patrimoine, avec un effet revenu. Par ailleurs, souvenons-nous que certains pays émergents ont des besoins de refinancement de leur dette au moment où les marchés financiers sont en crise. Cette situation de tensions peut engendrer plusieurs problèmes, notamment en Afrique.

En 2008, les pouvoirs publics ont pu réagir à travers l'adoption de certaines mesures de politique macroéconomique qui étaient d'ordre budgétaire et surtout monétaires. Aujourd'hui, les marges de manœuvre des politiques économiques sont très réduites. La BCE affiche des taux d'intérêt à 0. Alors où va-t-on ? Si les pays européens décident d'assouplir leur politique monétaire, les taux directeurs seront à 2 % voire 3 %.

Pour leur part, les États-Unis disposent encore d'une marge de manœuvre. Cela s'est confirmé hier lorsque la FED a décidé de geler ses taux après plusieurs hausses successives des taux directeurs. Ainsi, les États-Unis utilisent déjà leur marge de manœuvre pour réduire un peu plus leurs taux.

Et enfin, je citerai deux autres points qui constituent des risques majeurs pour cette année. Tout d'abord, le protectionnisme est en train de se généraliser. Ensuite, la situation géopolitique qui s'exacerbe avec le Brexit et la montée du populisme.

En effet, le Brexit représente une menace

qui impacte la confiance, la consommation et l'investissement. Sur ce registre, le CEPII vient de publier en France, une étude il y a quelques jours qui évalue le coût d'un Brexit sans accord, en termes de points de PIB. Alors évidemment, le Royaume-Uni en souffrirait du fait de l'impact durable de 2,8 % sur le PIB. Ce qui est considérable. En revanche, l'impact sur les autres pays membres de l'UE serait de 0,8 % du PIB. Aujourd'hui, la menace se transforme en décision qui sera prise dans les mois à venir, et qui peut avoir un énorme impact en termes de points de PIB.

Je ne parlerai pas de la montée du populisme, mais je voudrais souligner que, paradoxalement, cela représente la seule bonne nouvelle pour 2019. Pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui, tous les pays européens ont adopté des politiques budgétaires « neutres », assez conservatrices. Aujourd'hui, peut-être avons-nous besoin d'une relance budgétaire ? À cause des critères de convergence imposés par l'UE, les gouvernements des pays membres font preuve d'une grande rigueur pour limiter le déficit budgétaire. Mais, sous la pression populaire, il est possible qu'ils finissent par adopter une politique de relance budgétaire. Le gouvernement français a déjà fait preuve d'un certain lâcher-prise en termes de discipline budgétaire et cela pourrait se propager dans d'autres pays. De ce fait, le populisme représente à long terme une menace macroéconomique majeure. Mais, paradoxalement, sur le plan conjoncturel, elle peut inciter les États à s'accorder un déficit budgétaire en 2019.

M. Talal Chakir

Merci M. Frédéric Louat. Toujours à l'échelle du monde, l'on retient plusieurs de vos propositions. Pour commencer, la Chine pourrait nous refaire le scénario de 2008, en marquant un ralentissement de sa croissance et une faiblesse de sa demande intérieure qui pourraient avoir des conséquences négatives sur ses exportations et donc sur la croissance du reste du monde. Par ailleurs, l'on retient aussi votre regard sur les accords de Maastricht qui demeurent assez pénalisants dans le sens où les pays membres ne sont pas libres de choisir une politique budgétaire ou

monétaire puisqu'ils sont contraints de respecter les critères de Maastricht. Et surtout, vous avez mentionné cette montée du populisme et des extrêmes en Italie, en Espagne et en France.

Je m'adresse à vous, M. Abdou Diop, la Chine est-elle capable de nous refaire le scénario de 2008 ? C'est-à-dire, provoquer un ralentissement de la consommation intérieure. Avec cette nouvelle bulle spéculative, est-il possible de revivre la même situation en 2019 sans que l'on puisse tirer les leçons de la crise de 2008 ?



M. Abdou Diop

Managing Partner du cabinet Mazars Audit & Conseil

Il est faux d'affirmer que nous n'avons rien retenu. Je pense que l'histoire et les cycles se répètent, ce qui est tout à fait normal. Même si l'on retient les leçons, il demeure toujours une part d'incertitudes qui provoquent des cycles.

En tout cas, je ne serai pas aussi pessimiste que Frédéric parce que dans le tableau qu'il a dressé, il évoque beaucoup de menaces qui peut-être le sont pour certains pays, mais constituent des opportunités pour d'autres comme les pays africains.

Par exemple, la hausse des cours du pétrole représente une menace pour les pays occidentaux, mais une vraie opportunité pour les pays émergents producteurs de pétrole. Le Brexit aussi peut effectivement poser problème pour certains, mais aujourd'hui, dans la reconfiguration des relations avec l'Afrique, le Brexit représente une opportunité.

Aujourd'hui, il est certain que nous nous inscrivons dans une phase descendante du cycle. La

croissance mondiale a toujours été tirée, durant ces dernières années, par la croissance chinoise. À mon sens, la crise qui se profile n'est pas de même nature que celle de 2008.

La Chine est en train de miser sur l'avenir avec le lancement de son projet de la nouvelle route de la soie. De ce fait, la croissance mondiale ne sera pas dopée seulement par la demande intérieure chinoise, mais par tout ce que va générer ce programme.

Par ailleurs, je pense que le populisme qui est en train de monter et la prise de pouvoir du peuple, peuvent apporter un souffle nouveau et ouvrir les yeux des politiques. L'on n'est plus face à des petits clans politiques qui régénèrent le pouvoir, que ce soit en Europe ou dans d'autres régions. La demande du peuple et la pression sociale sont davantage prises en compte. Ces facteurs sont aussi favorables pour la croissance, la consommation et le lancement de politiques publiques. La rigueur maximaliste prônée par Maastricht est largement atténuée, les

gouvernements lâchent du lest pour relancer la consommation. De ce fait, je ne suis pas aussi pessimiste que Frédéric. Je pense que

chaque risque présente des opportunités qu'il est important d'étudier et d'intégrer.

M. Talal Chakir

Merci M. Abdou Diop.

M. El Mehdi Fakir, justement, quel est votre regard sur cette présentation, je vous connais très optimiste aussi ? Doit-on faire preuve d'inquiétude ? Toujours dans ce dossier Monde, quelle est selon vous, la place du Maroc et la place de notre économie ? Quelles sont les opportunités à saisir face à certains blocages que connaît l'Europe,

l'entrée en vigueur du Brexit, et la montée du protectionnisme américain qui incite à repenser le libéralisme ? Est-ce que nous, qui avons une économie très ouverte avec un taux de pénétration de près de 48 %, avons quelque chose à gagner dans ce nouveau modèle économique sur lequel nous réfléchissons et qui n'arrive pas à voir le jour jusqu'à présent ?



M. El Mehdi Fakir

Économiste, Senior Consultant en Stratégie & Risk Management

Merci à vous. Pour ma part, je pense que nous sommes face à plusieurs incertitudes à l'échelle internationale. Le Maroc est fortement concerné car son économie est ouverte, mais nous demeurons relativement connectés aux événements internationaux. Le Maroc a toujours su conserver une marge de manœuvre car ses fondamentaux économiques n'ont pas subi de grandes transformations qui permettent d'avoir un impact direct. Je rappelle que notre pays est en pleine refonte de son modèle de développement. Notre économie est basée sur la demande et non sur l'offre, et elle reste fortement dépendante de l'agriculture et de la pluviométrie. De ce fait, notre économie n'est pas fortement financiarisée, car même si notre secteur financier est performant, il n'est pas très connecté à ce qui se passe à l'extérieur. Pour preuve, ce secteur n'a pas été touché par la foudre qui s'est propagée sur le monde en 2008.

Nous sommes certes concernés par les évolutions internationales dont nous devons tenter de tirer profit. Cependant, la réflexion est

multidimensionnelle car nous n'avons jamais eu un modèle de développement à proprement parler. Nous avons eu un héritage de politiques publiques sectorielles, que nous avons qualifié de modèle. Dans le meilleur des cas, nous pouvons dire que nous avons eu un modèle économique. Mais aujourd'hui, notre réflexion doit aller dans le sens de l'élaboration d'un modèle de développement à part entière, en liant le développement économique au développement sociétal. Il s'agit de faire de notre économie une économie inclusive qui permette un partage équitable des richesses. D'autant plus que nous sommes aussi concernés par les phénomènes sociétaux qui sont en train de se propager. Si la France connaît actuellement le phénomène des Gilets Jaunes, le Maroc l'a déjà connu, notamment à travers les tensions sociales dans les régions et la campagne de boycott.

De ce fait, cette composante sociétale est en train de s'imposer à nous, et devenir un critère de réflexion et de définition de notre modèle de développement. Nous n'allons pas chercher à

tirer parti de la situation liée au Brexit ou à créer des low costs car ces deux options ne sont pas viables. Nous devons opter pour une économie forte en récupérant ce qu'il y a de mieux à l'international.

Il est vrai que les évolutions internationales sont très intéressantes ; elles nous concernent. Mais en tant que Marocains, nous devrions en tirer profit et retenir le meilleur.

M. Talal Chakir

Merci M. Fakir. Je reviens vers vous M. Frédéric Louat par rapport au thème « Monde ». Aujourd'hui, beaucoup de remises en question fusent en France comme par exemple la nécessité de repenser le capitalisme, de revoir la finance dans le sens d'une plus grande moralité, et de comprendre les mouvements sociaux pour les transformer en partis politiques. Tous ces aspects pourraient amener à remettre en question le système politique et économique et ses valeurs.

M. Frédéric Louat

Je crois que les pressions sociales seront telles qu'il sera impossible de se conformer aux règles dictées par la BCE. Ces pressions sont déjà très fortes.

Mais au-delà de l'actualité conjoncturelle, je voudrais attirer votre attention sur les évolutions de fond. Au niveau de la finance, nous avons un vrai problème de régulation. À titre d'exemple, face au « Shadow Banking », la régulation internationale des marchés financiers n'est pas performante.

Autre exemple : la réforme du capitalisme est aujourd'hui un fait avec la montée de l'ubérisation et l'auto-entreprenariat. Le monde du travail est donc en train de changer et le monde politique aussi !

Nous avons, nous aussi, notre lot de sujets à l'international. Le Maroc a longtemps été tributaire de l'aide des pays du Golfe. Cette aide est aujourd'hui remise en question. De plus, nous devons faire face à des tensions géopolitiques qui s'imposent à nous.

Ainsi, toute réflexion devrait à la fois intégrer les aspects économiques et les gains potentiels sur le plan géopolitique.

Finalement, la montée de ces tensions a poussé le Président Macron à promettre aux citoyens de mettre sur la table 10 milliards d'euros, au risque d'affronter la BCE. Est-ce que les politiques des États membres de la zone Euro réussiront à convaincre la BCE à assouplir ses critères de convergence, elle qui est connue pour son intransigeance ? Rien n'est moins sûr.

Dans son livre sorti durant sa campagne présidentielle (Révolution), Emmanuel Macron dressait un constat : une personne sur Facebook pouvait jouir d'un pouvoir plus important qu'un président de la République. Ce constat est intéressant puisque deux ans après son arrivée au pouvoir, il est en train de s'en rendre compte !

Mais entre faire un constat pertinent et mettre en œuvre des actions correctrices, il y a une grande marge. De toute façon, il faut réinventer cette sphère politique adaptée aux nouvelles données. Dans ce contexte, cela aura forcément un impact sur le mode de fonctionnement de l'Union européenne et de ses instances ainsi que les règles de fonctionnement à imposer aux États membres.

M. Talal Chakir

Merci M. Louat. Intéressons-nous à présent à notre continent. Dans les années 60, les États africains étaient dans un processus d'indépendance. Des mouvements de démocratisation et de multipartisme s'en sont suivis. Quarante ans plus tard, rares sont les expériences réussies, je parlerai plutôt de fiasco. Ce qui explique que l'Afrique souffre des choix politiques opérés par ses dirigeants. Pourtant, nous savons que notre continent est riche.

Comme vous l'avez mentionné tout à l'heure, M. Diop, l'augmentation du prix du pétrole pourrait être une aubaine pour le Gabon, le Nigeria, la Libye ou l'Algérie, qui sont des pays en difficulté. Avec les élections récentes, peut-on renouer avec l'espoir pour l'Afrique du 21^e siècle, avec l'arrivée d'une nouvelle génération, formée aux nouvelles règles de gouvernance ? M. Diop, l'Afrique avance-t-elle dans la bonne direction ?



M. Abdou Diop

Merci pour cette question et j'en profite pour remercier la Fondation Attijariwafa bank pour son invitation.

Tous ceux qui me connaissent savent que lorsque je parle d'Afrique, j'en parle avec beaucoup d'optimisme. Je ne pense pas que l'on puisse parler de fiasco parce que sur les 54 pays africains, au moins une quarantaine a connu une évolution importante.

Dans chaque cycle de vie d'un pays, il y a des phases incontournables : une période de lutte pour l'indépendance, suivie d'une phase de reconstruction et d'émergence d'élites... Ce sont des processus qui requièrent du temps.

La problématique des élections est souvent brandie, mais l'Afrique fait preuve aujourd'hui de maturité dans ce domaine.

Ce qui m'amène à parler des enjeux politiques pour 2019 : à chaque élection en Afrique, les observateurs ont tendance à se poser beaucoup de questions sur la transparence et le mode de gouvernance. En 2018, les élections en RDC et à

Madagascar ont démontré l'évolution favorable et la maturité politique de ces deux pays. Qui aurait imaginé qu'en RDC, l'opposition serait bien positionnée pour prendre le pouvoir, avec un consensus général ? Certains anticipaient une guerre civile...

À Madagascar, le président sortant a organisé les élections à l'issue desquelles il n'est pas passé au deuxième tour ! Cela reste tout de même un signe important de démocratie !

Il est vrai que certains enjeux sont délicats comme l'issue des élections au Nigeria qui est un géant du continent. De même, en Afrique du Sud, Zuma qui régnait en maître absolu, a été démis de ses fonctions. Certes, cela a provoqué énormément de dégâts mais demeure un signe de démocratisation.

Au Sénégal, des élections se profilent et l'on parle de ce pays comme un exemple de démocratie. Même si des opposants politiques sont privés de liberté, à un moment donné, la reddition des comptes s'imposera.

Ainsi, les conditions dans lesquelles se déroulent les élections dans la plupart des pays africains, démontrent l'évolution très favorable en matière de gouvernance.

L'impact de ces évolutions politiques et des élections sur le continent ont pour effet que les investisseurs internationaux freinent les fers et provoquent un ralentissement économique. Mais je suis convaincu que l'Afrique va démontrer, une fois de plus, que sa maturité politique devient effective, que ses élites et ses citoyens ne subissent plus, grâce notamment au rôle prépondérant des réseaux sociaux.

Toujours dans le registre politique, l'Afrique doit faire face cette année à des enjeux importants qui sont liés aux jeux des puissances internationales sur notre continent. Cela dépendra de la stratégie américaine et de la bataille sino-américaine en Afrique, de la position chinoise. Il faut savoir que la Chine commence à être décriée dans certains pays et que l'évolution de sa dette est source d'inquiétude.

« Je suis convaincu que l'Afrique va démontrer, une fois de plus, que sa maturité politique devient effective »

De même, le Brexit commence à montrer une certaine évolution de la position de l'Angleterre par rapport à l'Afrique. Theresa May a effectué des visites dans plusieurs pays africains. Il y a une prise de position de l'Angleterre sur le continent, pas uniquement sur ses anciennes colonies. Ce sont des éléments qui vont jouer en faveur de l'Afrique. En France, le gouvernement Macron traite la question de l'Afrique sous le prisme de l'émigration. L'importance des financements alloués au Tchad par la France confirme cette vision sécuritaire.

Troisième élément important en 2019 : L'Union Africaine qui constitue un enjeu très important, passera sous la présidence de l'Égypte. L'Égypte qui, jusque-là, était perçue comme étant tournée vers le Moyen-Orient, recentre sa position sur le continent africain. L'on peut s'attendre à une vraie lutte d'influence entre les pays. Et l'Égypte est bien positionnée en étant à la tête de l'UA et

de la Coupe d'Afrique des Nations qui joue un rôle important dans la conscience populaire. Ce nouveau rôle stratégique de l'Égypte va peser sur l'évolution du continent en 2019.

À côté de ces enjeux politiques, il y a l'aspect économique qui a son importance. L'Afrique a souffert ces dernières années de la crise des matières premières. Aujourd'hui, l'on note une reprise du cours du pétrole brut tout comme les cours des matières premières.

L'on espère que les pays producteurs ont tiré de cette crise des leçons, notamment les pays pétroliers comme le Nigeria. Ce pays a enclenché un processus de transformation qui lui permettra d'évoluer. L'on espère aussi que l'Afrique du Sud a tiré les leçons de toute la crise Zuma pour relancer l'économie sud-africaine. N'oublions pas que la

croissance globale du continent a souffert de la décroissance de ces deux géants africains. Sur ce registre, l'année 2019 s'annonce sous de meilleures perspectives.

De son côté, l'Égypte a traversé une forte crise il y a deux ans et est actuellement en train de remonter la pente. On s'attend à un taux de croissance supérieur à 5 %, ce qui représente un enjeu majeur. Quand Attijariwafa bank a décidé de s'engager en Égypte, il y a deux ans, plusieurs observateurs ont jugé cette décision inopportune. Mais au regard de l'évolution favorable des cours boursiers des banques égyptiennes, l'on peut dire aujourd'hui que le Groupe a pris cette décision au moment propice. Deux ans après, tout le monde mise sur l'économie égyptienne et les prix repartent à la hausse. De ce fait, l'Égypte connaît une forte évolution, sa croissance va tirer vers le haut celle du continent. Je pense que d'autres pays impacteront également la croissance africaine, comme la Tunisie, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, sans oublier l'un des champions du continent qu'est l'Éthiopie qui s'appête à vivre une année très importante. Depuis plus de 15 ans, ce pays qui réalise des taux de croissance

à 2 chiffres, s'apprête à lancer une grande politique de privatisation. Ce qui va également doper la croissance et les investissements sur le continent africain.

Par ailleurs, nous avons de nombreux projets d'intégration régionale et continentale qui vont constituer des défis majeurs de 2019. Le projet de gazoduc Atlantique est le plus connu au Maroc et concerne une douzaine de pays, y compris le Maroc et le Nigeria. À côté, nous avons aussi de grands projets d'infrastructure et d'énergie comme le projet « Desert To Power » qui va drainer de gros investissements pour exploiter le potentiel solaire africain. À noter également tous les projets de construction de lignes de chemin de fer en Afrique de l'Est, ou encore les grands corridors routiers et autres projets d'infrastructure hydroélectriques et portuaires.

En définitive, nous avons sur le plan politique, une évolution globalement positive vers plus de démocratie ; et sur le plan économique, une reprise qui suscite de gros appétits de la part des puissances occidentales. Il faut aussi noter le recul des guerres civiles et ethniques sur l'ensemble du continent. Cela constitue aussi un élément d'optimisme.

Maintenant, bien entendu, la priorité doit être donnée à la création d'emploi pour la jeunesse

M. Talal Chakir

Merci M. Abdou Diop pour ce tableau plein d'optimisme. Nous voulons bien vous croire, même s'il demeure tout de même des foyers de tensions comme en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Tchad.

M. Fakir, en Afrique, il y a une vraie problématique : la plupart des pays sont riches en termes de potentiel et de dotations factorielles. Serons-nous capables de faire le lien entre l'économie et le sociétal car force est de constater que l'Afrique est l'un des plus pauvres sur le plan humain ?

Autre question : où en sommes-nous sur cette

africaine. De ce fait, il faut que les politiques publiques repensent leur modèle de développement. On parle du Maroc mais c'est le cas de nombreux pays africains. Tous doivent repenser leur modèle de développement pour générer plus d'emplois. Ces jeunes doivent être formés et accompagnés dans ce monde digital dans lequel l'Afrique est entrée de plein pied.

Nos pays doivent aussi faire face aux grands défis que sont la migration et la montée de l'extrémisme. Tels sont les défis majeurs que l'Afrique devra affronter ces prochaines années.

Je n'ai pas évoqué deux points importants qui feront l'objet de discussion : le problème de la monnaie, avec la levée de bouclier sur le franc CFA qui va s'accroître en 2019. On parlera aussi beaucoup des monnaies uniques de la CEDEAO ou du Continent.

Le second point concerne l'accord de la zone de libre-échange continentale qui verra le nombre de ratifications atteindre le minima (22) pour permettre l'entrée en vigueur.

Depuis hier, nous sommes à 15 ratifications et en 2019, nous atteindrons les 22 requises. Cela constitue aussi un très grand défi pour l'ensemble du continent et en particulier pour le Maroc.

question d'intégration à la CEDEAO ? Comment l'Afrique peut-elle redynamiser cet espace pour trouver des solutions aux problématiques telles que l'émigration ?

Concernant les modèles de développement, peut-on s'inspirer des pays asiatiques qui, 30 ans plus tôt, ont créé un modèle basé non pas sur l'exportation mais sur le digital et la R&D ? Peut-on sauter une étape et opter pour le digital et l'intelligence artificielle, investir en la jeunesse et appréhender le 21^e siècle différemment ? Est-ce que le noyau de la réflexion ne se situe-t-il pas au niveau de la recherche et de l'innovation ?

M. El Mehdi Fakir

Je suis entièrement d'accord pour une raison simple : cela correspond à la tendance internationale actuelle. Notre continent ne peut faire exception.

Nous sommes aujourd'hui au sein d'une banque. Le business de la banque lui-même est en train de subir des transformations radicales. Nous ne sommes plus sur une banque de réseau, mais plutôt sur une banque directe. La banque opte pour des business model très innovants comme le Mobile banking, avec le concours des opérateurs télécoms. Cela représente autant de défis que ceux posés à l'échelle du continent.

Nous ne pouvons plus nous poser la question suivante : faut-il ou non sauter les étapes ? Cela s'impose à nous. Or, l'Afrique ne profite pas pleinement de cette aubaine factorielle. De même, le sociétal s'impose à nous, il ne constitue pas un choix. L'Afrique est en train de payer cher la facture des politiques ayant omis l'aspect sociétal.

Par le passé, les conflits avaient des origines ethniques et politiques du fait des politiques ségrégationnistes qui excluaient une communauté ou une ethnie. Par exemple, le Rwanda a vécu un traumatisme que fût le génocide et ce pays est en train de renaître de ses cendres.

Aujourd'hui, nous ne pouvons plus ignorer cette composante sociétale car elle s'impose à nous. Si dans les 10 ou 20 prochaines années l'Afrique ne profite pas de cette aubaine, ses pays seront confrontés à de grosses difficultés à gérer et à soutenir leur développement économique.

Sachez que la population africaine est en train de vieillir. La plupart des problèmes que connaît actuellement l'Europe sont dus au vieillissement démographique, de même le Japon qui a traversé une grave crise, liée à son essoufflement

démographique.

Cela me rappelle le premier défi que s'est fixé Poutine le président russe à son arrivée au pouvoir : rattraper la natalité. Et il a réussi son pari.

L'Afrique se trouve face, elle aussi, à ce défi démographique. Si les pays ne trouvent pas une solution sociétale, le continent perdra davantage de terrain. D'où l'importance du concept de « société du savoir » qui permettra, à la fois, de réaliser un développement économique, tout en favorisant cette intégration et des modèles inclusifs.

Jusqu'à présent, il était question de création de richesses. Aujourd'hui, il est temps de s'occuper de la répartition de ces richesses. L'importance de la répartition des richesses fait actuellement l'objet d'une prise de conscience dans la plupart des pays du continent. Les aspirations de ces pays de mettre en place de nouveaux modèles de gouvernance sont en train de produire leurs effets. À titre d'exemple, l'Éthiopie a tellement évolué que le pays a réussi à surmonter les problèmes ethniques en optant pour un président de confession musulmane. Cela était inconcevable il y a de cela quelques années.

Donc la prise de conscience de l'Afrique est palpable, elle sait qu'elle doit opter pour des modèles de développement inclusifs et elle doit profiter de cette aubaine démographique qui constitue une véritable fenêtre d'opportunités.

Par ailleurs, l'Égypte est actuellement en train de redécouvrir l'Afrique, alors que le Maroc l'a découverte bien avant et a effectué assez tôt d'excellents choix. Et le Maroc a tout intérêt à valoriser cet acquis géopolitique, sinon nous le paierons très cher. Hormis les secteurs bancaire, immobilier, télécom et assurance, la

PME marocaine peine à s'internationaliser. Je n'arrive pas à comprendre les blocages qui en sont la cause, alors que nous avons sur place des banques et de grandes entreprises qui peuvent les soutenir sur place et les accompagner. Cela renvoie au problème de changement de culture. Pour l'heure, nous ne sommes pas pleinement conscients des défis et opportunités

M. Talal Chakir

Merci M. El Mehdi Fakir. Je reviens vers M. Louat. Aujourd'hui, il y a deux modèles en Afrique. D'une part, nous avons des pays francophones qui tout de même peinent sur les plans politique et socio-économique ; et les pays anglophones comme le

Kenya, l'Éthiopie, le Mozambique ou la Tanzanie, qui connaissent une belle croissance. Selon vous, cette disparité n'est-elle pas due à l'histoire inhérente aux modèles de développement ? Et quel est votre regard sur la question africaine ?

que représente une économie inclusive, ni des enjeux d'une société du savoir.

Je rejoins l'avis de M. Diop en matière de modèle de développement : les enjeux ne sont plus d'ordre économique seulement, mais d'ordre multidimensionnel pour être en mesure de réaliser une croissance forte et pérenne.

M. Abdou Diop

C'est bien que vous posiez cette question à un expert français !



M. Frédéric Louat

Est-ce que vous voulez me faire dire que le modèle imposé par l'organisation coloniale française s'est avéré moins performant pour les pays devenus

indépendants depuis, que le modèle imposé par l'organisation coloniale britannique ?

M. Talal Chakir

C'est tout de même assez stupéfiant de constater le bon en avant effectué par l'Éthiopie qui était ravagée par la famine et par le Rwanda miné

par une guerre civile, au point de devenir de véritables moteurs de développement. Nous aimerions bien importer ce modèle au Maroc !

M. Frédéric Louat

Je vais vous surprendre mais je pense que la culture britannique était omniprésente en Afrique de l'Est qui avait des atouts comme une centralisation moins forte qu'en Afrique de l'Ouest, avec un mode de fonctionnement de l'administration qui était différent.

de l'Est est plutôt tournée vers le Moyen-Orient et surtout l'Asie.

De ce fait, déjà géographiquement, l'Afrique de l'Est a une prédisposition naturelle pour un modèle de développement volontaire.

Je pense que l'Afrique de l'Est jouit aussi d'un atout géographique indéniable. L'Afrique de l'Ouest est en partie orientée vers l'Europe, c'est-à-dire, un continent en déclin en partie pour des raisons démographiques. En revanche, l'Afrique

Lorsque l'on analyse la Route de la soie, ce programme concerne l'Afrique de l'Est jusqu'à l'Égypte. L'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest ne sont pas concernées.

Concernant la problématique de l'endettement, dans les années 80, la crise de la dette africaine était au plus fort. Aujourd'hui, il est vrai que cette dette africaine a doublé, et en 11 ans, elle a quasiment triplé. À l'explosion de la dette extérieure, est venu s'ajouter un doublement de la dette publique. Tous les ingrédients sont donc réunis pour que l'on vive une nouvelle crise de la dette, avec la remontée du dollar et la remontée des taux directeurs... Aujourd'hui, le débat est essentiellement axé sur la soutenabilité de la dette africaine.

Au-delà du pessimisme inhérent à la nature de mon métier (analyse des risques), je crois que les choses ont fondamentalement changé par rapport aux années 80.

M. Abdou Diop

Je voulais réagir à certains points soulevés par mes confrères. Premier point : il faut décorréliser les avancées démocratiques et les avancées économiques. Dans des pays comme l'Éthiopie, le Rwanda, l'Angola ou le Mozambique, l'on ne peut pas parler d'avancées démocratiques. En revanche, ils effectuent de grandes avancées économiques. L'évolution démocratique de l'Éthiopie date à peine de quelques mois. L'Angola connaît certes une transition mais pendant de nombreuses années, la croissance a émané sous l'ère de De Santos qui n'est pas le plus démocrate des dirigeants. Donc, nous devons dissocier les avancées économiques des avancées démocratiques.

Sur le plan économique, je considère que les avancées accomplies par la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont importantes, avec des taux de croissance de 7 %. Il est clair que l'environnement est différent selon que l'on parle des pays du Sahel ou de l'Afrique Équatoriale ou Australe. De même, la connexion de ces pays est différente. De ce fait et indépendamment de l'aspect politique, il y a des facteurs géographiques qui expliquent que les économies ne sont pas de la même dimension.

D'une part, les ratios de la Dette/PIB demeurent sensiblement inférieurs aux niveaux des années 80. Mais la vraie raison pour laquelle il faut écarter un pessimisme trop fort que pourrait susciter l'aggravation de la dette africaine est que, dans les années 80, cette dette africaine n'était pas forcément utilisée à des fins productives. Aujourd'hui, la dette levée par les pays africains est beaucoup moins investie dans des projets somptuaires du fait des mutations politiques et des pratiques de gouvernance, de reddition des comptes et de transparence. Aujourd'hui, cette dette extérieure est beaucoup plus utilisée pour le financement des infrastructures ayant des retombées économiques internes. La différence est de taille.

Le Rwanda est souvent cité comme exemple de réussite, mais il demeure un très petit pays. Donc, il faut relativiser les choses et reconnaître que nous avons eu des problématiques de gouvernance ayant entraîné de l'investissement non productif. Aujourd'hui, nous sommes dans une autre dynamique. Mais il est clair qu'un rattrapage s'impose en matière d'éducation et de santé notamment.

Il faut souligner que la fenêtre d'opportunités est de 5 ans maximum et non de 10 à 15 ans. Si nous ne réussissons pas à transformer cette attractivité dans les 5 prochaines années, les investisseurs étrangers se réorienteront vers d'autres continents. Ce sont des cycles de croissance. Aujourd'hui, les pays du Sud-Est asiatique connaissent un essoufflement de leur croissance et donc l'Afrique devient de plus en plus attractive. Demain, ce sera le tour d'autres continents.

Pour l'Afrique, la fenêtre de tir est de 5 ans, nous avons déjà consommé 2 ans, il nous reste 3 à 4 ans pour transformer cette attractivité en flux d'investissements, rendre ce « dividende

de la jeunesse » le plus productif possible, se positionner dans le monde digital et faire profiter l'Afrique de l'économie du digital.

Ma conviction est que tous ces défis ne peuvent être relevés sans intégration régionale. Nous devons arrêter de vouloir être tous des hubs de ce continent. La réflexion doit être engagée en terme régional. Une même zone comme la CEDEAO ne peut avoir le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme hub africain... Il faut à un moment donné raisonner Région et se spécialiser (hub logistique, hub

industriel, hub technologique...) pour favoriser une meilleure intégration régionale. Cela va nous permettre de rentrer dans la zone d'intégration continentale en étant totalement armé.

N'oublions pas l'importance de cette intégration continentale qui va nous ouvrir un marché de 1,5 milliards de consommateurs aujourd'hui et de 2,5 milliards demain, qui sera une zone de convoitises énorme. Tous ceux qui n'auront pas les reins solides en s'arrimant à une zone d'intégration régionale, seront fortement pénalisés.

M. Talal Chakir

Encore un mot M. Diop sur la vision africaine pour la jeunesse, l'éducation et la Recherche & Développement.

M. Abdou Diop

Aujourd'hui, certains engagements ont été pris à la fois au niveau continental et au niveau des communautés économiques régionales.

Il y a des budgets alloués à l'éducation et à la santé, avec du retard mais qui est en train d'être rattrapé.

Concernant le volet numérique, tous les pays sont en train d'investir énormément et un nombre croissant de clusters est en train de naître dans plusieurs pays africains.

L'Afrique prend en main le volet éducation, mais le retard est tellement important que les avancées seront progressives. À ce sujet, le Rwanda est un bel exemple car il mise sur la formation dans certaines branches ciblées. La Côte d'Ivoire construit plusieurs centres de formation professionnelle et lycées d'excellence. Idem pour le Sénégal. Donc, plusieurs pays sont en train de miser sur cette jeunesse, mais il est vrai que les budgets des États ne sont pas

illimités et certains d'entre eux n'hésitent pas à s'endetter pour investir dans l'éducation. Le chemin est long mais l'optimisme est de mise.

De toute façon, les pays qui n'auront pas compris qu'il faut investir dans cette jeunesse, iront vers de nombreux problèmes. El Mehdi a déclaré que l'Afrique est en train de vieillir, je ne suis pas d'accord. L'on aurait voulu qu'elle vieillisse pour régler beaucoup de problèmes ! Sur cette question, je suis malthusien ! La démographie en Afrique n'est pas plus lente que la croissance malheureusement. Les pays qui investissent dans la jeunesse vont en tirer les dividendes et feront avancer leur pays. Ceux qui ne l'ont pas compris, leur jeunesse va leur « exploser à la figure ». Il n'y a aucun doute là-dessus !

Nous sommes tous dans le monde du digital et des réseaux sociaux et les jeunes sont très bien informés sur ce qui se passe dans le reste du monde. Si les gouvernants n'agissent pas, cette jeunesse va agir sur eux !

M. El Mehdi Fakir

Je ne suis pas d'accord pour brandir le clivage idéologique et linguistique en Afrique pour expliquer le succès ou l'échec d'un modèle de développement. Aujourd'hui, la Chine tire les ficelles de façon forte dans le continent et ce n'est pas parce que les pays parlent mandarin !

De même, aujourd'hui, lorsque l'on parle de boom économique, le problème de la dette suscite de l'inquiétude. Cette dette est-elle soutenable ou non ? La réponse n'est pas tranchée, même si l'on sait que cette dette a été affectée à des financements d'infrastructure. Mais l'on peut se poser la question : de quelle infrastructure parle-t-on ? Ce sont les bailleurs de fonds internationaux qui en décident. Autrement dit, l'Afrique est en train d'être instrumentalisée via des modèles de développement qui ne sont pas nécessairement adaptés, mais plutôt des modèles « prêt-à-porter ».

C'est pour cela que je demande que le raisonnement porte non pas sur le diagnostic, mais sur la projection dans l'avenir en se posant la question : peut-on aujourd'hui parler d'un modèle de développement africain à 100 % ? Peut-on aujourd'hui repenser le modèle de développement en intégrant les spécificités africaines ? En intégrant la jeunesse pour hisser nos sociétés au rang de sociétés du savoir ? Pour y arriver, il faut laisser place au débat multidimensionnel

M. Talal Chakir

Très bien M. Fakir. Donc vous restez sceptique sur le modèle de développement en Afrique, mais optimiste pour le Maroc. L'Afrique est un continent qui nous est cher et l'on souhaiterait que tous les pays réussissent leur marche vers le développement car ils ont tous un potentiel et une jeunesse porteuse d'énergie et d'ambitions.

où toutes les parties prennent part à ce débat.

Les problématiques de l'éducation, de la santé et des services sociaux sont souvent appréhendées d'un point de vue budgétaire. À mon sens, ce mode d'analyse est très réducteur. De quel avenir parle-t-on pour l'Afrique ?

Si pour chaque problématique nous optons pour des solutions standards importées d'Europe ou d'ailleurs, nous ne résoudrons aucun de nos problèmes structurels où les considérations locales ont leur importance. Le Maroc l'a bien compris en reconnaissant que nous n'avons pas eu un vrai modèle de développement. Suite à l'arbitrage royal, nous avons compris qu'il fallait faire une pause pour repenser notre modèle en favorisant cette culture de consensus.

Sur le plan statistique, nous avons une multiplicité de rencontres nationales autour de problématiques sectorielles spécifiques comme les Assises de la Protection sociale, les Assises de l'Emploi, les Assises de la Fiscalité, les Assises du Commerce, sans parler des rencontres nationales qui porteront sur le modèle de développement à proprement parler. Nous ne pouvons plus parler d'un pouvoir exécutif qui va décider en exclusivité de notre avenir. L'avenir est une démarche collective, de consensus qui se doit de favoriser la culture du débat.

M. Fakir, concernant le Maroc de manière spécifique, nous revenons sur ce nouveau modèle de développement. Vous avez cité à plusieurs reprises le phénomène du boycott et nous reviendrons sur cette nouvelle prise de conscience du consommateur marocain. Il y a aussi la question sociale et sociétale. Le Maroc est

très bon dans le classement du Doing Business contrairement au classement de l'IDH (indice de développement humain). J'ai assisté à une table ronde, il y a quelques semaines, autour de la question « Le Maroc est-il pauvre ou riche ? ».

M. El Mehdi Fakir

À ce jour, je ne peux pas prétendre détenir la réponse concernant ce nouveau modèle de développement. Encore une fois, ce modèle doit être pensé collectivement. Nous attendons les prochaines échéances pour en parler plus dans le détail. Pour l'heure, nous constatons des contributions ici et là, relatives à des visions de ce modèle.

À ce jour, je le dis et le répète, le Maroc n'a pas eu un modèle de développement dans le vrai sens du terme. Nous avons un héritage de politiques sectorielles diverses, liées à des événements historiques particuliers. Mais nous ne sommes pas en mesure de le modéliser de façon précise.

Qu'est-ce qu'un modèle de développement ? C'est avant tout une vision qui répond à une question : quel Maroc souhaitons-nous ? La réponse doit englober 3 composantes :

- 1- une composante économique ;
- 2- une composante sociétale ;
- 3- une composante transverse relative à la gouvernance.

Concernant le volet économique, le Maroc a privilégié un modèle basé sur la demande, fortement impacté par les aléas climatiques et la valeur ajoutée agricole. Le constat que nous évitons de confronter est le suivant : la sécheresse est un phénomène structurel et non conjoncturel. Cela s'est avéré être une erreur de gestion de la politique publique qui a coûté très cher au Maroc. Pour preuve, entre 2016 et 2017, nous avons quadruplé notre taux de croissance (de 1,2 à 4,1 %) du fait de la disparité de rendement des campagnes agricoles.

Malheureusement, nous ne sommes sortis avec aucune conclusion précise. Alors M. Fakir, que nous manque-t-il pour pouvoir nous redresser sur le plan social, dans le cadre de ce nouveau modèle économique ?

Toujours sur le plan économique, le Maroc affiche des secteurs d'activité classiques favorisant une économie de rente. Notre économie n'est pas basée sur la valeur ajoutée, le savoir-faire et la technologie, mais sur le gain financier rapide et sur la marge financière.

Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner que l'évolution du taux de croissance ait été erratique durant ces 10 dernières années.

Sur le plan sociétal, la grande question est la suivante : avons-nous un vrai projet de société ? La réponse est non car nous n'avons pas eu un projet fédérateur. Nous avons plusieurs projets qui diffèrent selon les clivages politiques. De ce fait, aujourd'hui, entre les conservateurs et les modernistes se posent des questions parfois existentielles que nous sommes censés avoir dépassé. Ainsi, nous continuons à nous poser des questions sur le rôle de la femme, sur la place de la religion... Ces questions existentielles sont récurrentes.

Sur le plan gouvernance, il y a aussi la grande question : allons-nous gérer avec une logique participative ou centralisée ? Allons-nous vers une régionalisation qui peine à fonctionner ? De quelle régionalisation parlons-nous ?

Nous ne pouvons pas parler de modèle de développement sans nous mettre d'accord sur ces questions. C'est pour cela qu'il y a eu un arbitrage royal pour reconnaître la panne du développement, ce qui relève d'un courage politique rare. Avant de repenser les politiques publiques, il faut apporter des réponses claires

et consensuelles à ces questions existentielles.

De ce fait, de mon point de vue, l'année 2019 sera l'année des consensus, des débats, des décisions historiques cruciales et tout le monde

est appelé à contribution. Plus les forces vives de notre pays seront au rendez-vous, mieux sera géré le consensus et mieux sera fédérée l'opinion publique. Dans le cas contraire, le spectre des tensions sociales persistera.

M. Talal Chakir

Je reviens vers vous M. Louat. Est-ce que vous partagez un vent d'optimisme par rapport aux

mois à venir au Maroc ? Quels seraient les points de satisfaction et de vigilance ?

M. Frédéric Louat

Je dois préciser qu'à court terme, je suis très optimiste pour le Maroc. D'abord, le Maroc fait preuve d'une résilience à laquelle l'on ne s'attend jamais. Même durant les années de sécheresse, il réalise une croissance économique.

Par ailleurs, le Maroc a un défaut qui se trouve être en fait un avantage. Son inclusion est limitée dans les marchés financiers internationaux car la présence des capitaux étrangers à la Bourse de Casablanca est relativement limitée. Certes, la Bourse stagne et la capitalisation reste faible. Mais, en cas de crise financière internationale, le Maroc est épargné. Il y a aussi un effet retard. Ainsi, l'année 2008 a été une année record en termes de croissance contrairement au reste du monde. Le Maroc a été touché en 2009.

Aujourd'hui, sur le plan sectoriel, tous les clignotants sont au vert : l'agriculture grâce à une bonne pluviométrie ; l'industrie de l'extraction avec les cours des phosphates bien orientés, le tourisme ; le secteur industriel croît à plus de 3 % soit un niveau plus élevé que la moyenne à long terme...

En tant qu'ex-assureur crédit, je suivais de très près l'indicateur des défaillances des entreprises. Les délais de paiement étant très longs, les défaillances variaient entre 15 et 20 % par an. Aujourd'hui, le Maroc est dans une phase

contracyclique. Partout dans le monde, les défaillances commencent à remonter et en 2018, pour la première fois depuis des décennies, le nombre de défaillances au Maroc a baissé. C'est historique. Une partie des entreprises les plus fragiles avaient déjà disparu notamment à cause des délais de règlement de l'État. Puis l'injection de fonds publics destinés à régler les crédits de TVA ont apporté une bouffée d'oxygène.

En résumé, à court terme, l'on peut être optimiste. Mais je relève une incertitude relative au secteur automobile. Le marché automobile en Chine est en baisse tout comme en Europe. Or, la production automobile est un élément important de l'offre exportable du Maroc. Cette incertitude existe mais globalement tous les autres clignotants sont au vert.

À moyen terme, sans entrer dans les discussions sociétales, je dirais que certaines réformes doivent être mises en place. Aujourd'hui, le problème numéro 1 est un problème d'inclusion sociale et régionale.

En tant qu'économiste, je pense qu'il y a deux grandes réformes nécessaires : une réforme fiscale car beaucoup de professions libérales échappaient il y a peu à l'impôt. Cela est en train de changer. Cela s'impose car la pression fiscale était répartie de façon non optimale. Le

Maroc doit avoir une meilleure équité et une plus grande efficacité fiscale.

La deuxième réforme doit porter sur la réforme du marché du travail. On a aujourd'hui une rigidité du marché du travail et les chefs d'entreprises hésitent beaucoup avant de recruter 4 ou 5 collaborateurs. Cette législation est un obstacle à l'embauche et à l'intégration des jeunes dans

le secteur formel parce que le nombre d'emplois créé est insuffisant.

La stratégie africaine du Maroc et la politique des écosystèmes sont prometteuses mais ces deux réformes sont essentielles si l'on veut exploiter tout le potentiel dans les années et décennies à venir.

M. Talal Chakir

Merci M. Louat. M. Diop, je voudrais que l'on revienne à l'Union du Maghreb qui est au point mort ; et, pour l'intégration à la CEDEAO, nous

attendons toujours... Qu'est-ce-que ces deux intégrations peuvent nous apporter comme trait d'union ?

M. Abdou Diop

Pour rebondir sur ce qui a été dit, je voudrais juste un peu nuancer. Quand El Mehdi Fakir affirme que le Maroc n'a pas eu de modèle de développement, je ne suis pas d'accord. Des modèles de développement ont quand même été mis en œuvre. Mais le contexte a changé, nous avons besoin davantage d'inclusion et de régionalisation, et de plus de répartition des richesses.

De ce fait, le modèle de développement qui a prévalu jusque-là doit être davantage repensé que créé en totalité car le Maroc a effectué des avancées importantes depuis l'indépendance.

Deuxième réaction : personnellement, je suis défavorable à cette notion de consensus. D'abord, les politiques sont élus sur la base d'un programme et la mise en œuvre relève de leur responsabilité, sous la supervision de Sa Majesté le Roi.

Alors, je ne suis pas certain que le consensus permette de mettre sur les rails un nouveau modèle économique, social et sociétal. L'on peut tout au

plus fédérer un certain nombre d'acteurs, mais l'on ne peut attendre un consensus généralisé. J'y suis très défavorable.

Ensuite, je rejoins Frédéric quand il rappelle les raisons de rester optimiste. Je pense que le blocage gouvernemental qui a eu lieu il y a quelques mois, a été dépassé. Des solutions sont en cours de mise en place pour résoudre le problème des délais de paiement. Ce genre de décisions va contribuer à assainir l'environnement en 2019 et générer plus de croissance.

En plus des défis qui restent à relever, je citerai le défi de l'éducation et de la gestion de l'économie informelle qui renvoie à la nécessité d'élargir l'assiette fiscale. Et en plus du défi de la régionalisation et du développement humain, il faut des réformes de fond de l'éducation car le Maroc a jusque-là pâti des carences de son système éducatif. Il est clair que la prise en main de ce système informel et de sa transformation constitue aussi un enjeu très important pour le Maroc.

Mais je reste aussi optimiste pour l'Afrique que pour le Maroc.

Maintenant, lorsque l'on parle d'intégration régionale, les résultats du secteur bancaire, des télécoms et des BTP, ont démontré que la décision de s'arrimer à l'Afrique a été très utile et importante pour le Maroc. Maintenant, nous allons vers une zone de libre-échange continentale. Le Maroc a développé des relations économiques avec d'autres pays du continent. L'Union du Maghreb Arabe ne fonctionne pas. Compte tenu de l'évolution de notre environnement, nous ne pouvons pas vivre et progresser en étant isolé du reste du monde, sans arrimage à une communauté économique régionale, dans un contexte de retour à l'Union Africaine et de progression vers la zone de libre-échange continentale.

De ce fait, et tout naturellement, le Maroc a opté pour la zone la plus proche qui est la CEDEAO avec laquelle il a tissé des liens et entretient des intérêts économiques. Il est donc légitime de demander une adhésion. Aujourd'hui, le dossier suit son cours, même s'il a fait l'objet d'une levée de boucliers. Espérons qu'après les enjeux électoraux de certains pays africains, la tension sur ce dossier va retomber. Mais cette question est d'un grand intérêt pour le Maroc. Un pays ne peut pas être premier investisseur dans une région et entretenir des barrières tarifaires aussi élevées avec les pays de cette même région. En dépit de ces barrières douanières, beaucoup de choses ont été réalisées et les échanges ont augmenté de plus de 60 % avec cette région.

M. Talal Chakir

Merci beaucoup M. Diop. Je rappelle que vous êtes très optimiste concernant l'avenir proche de l'Afrique et du Maroc, notamment grâce aux effets positifs de l'intégration régionale et continentale. Il est vrai que si l'on compare l'Afrique à d'autres

Mais les avancées seraient encore plus prononcées si le Maroc pouvait s'adosser à cette communauté régionale, particulièrement dans le contexte de libre-échange continental. Il faut savoir que les communautés économiques régionales continueront de bénéficier de la protection pour certains produits.

Le deuxième enjeu de notre développement continental est d'ordre industriel. Le Maroc a développé une industrie arrimée à l'industrie mondiale comme l'automobile dont la demande se tasse et l'aéronautique dont la demande explose. Même en cas de baisse des commandes dans le secteur automobile, elle sera largement compensée par la demande dans l'aéronautique qui englobe plus de valeur ajoutée.

Le Maroc s'est donc arrimé sur le monde occidental pour ces grandes chaînes de valeur mondiales y compris l'agro-industrie et les nouvelles technologies. Mais aujourd'hui, il devrait favoriser une intégration avec les autres pays africains, pour apporter plus de valeur ajoutée à l'échelle continentale. À ce propos, je cite souvent l'exemple de l'automobile pour favoriser l'émergence d'une industrie continentale qui offre une continuité, en impliquant la Guinée et le Ghana tous deux producteurs de la bauxite et l'alumine pour les carrosseries, la Côte d'Ivoire qui va transformer l'hévéa en caoutchouc pour les pneus et ainsi de suite. Cela renforcera la position du Maroc sur le continent et stimulera davantage nos écosystèmes, automobile, aéronautique et agroalimentaire. C'est un défi réalisable qui générera davantage de valeur ajoutée au Maroc et sur le continent.

continents, sa principale richesse réside dans sa jeunesse et ses multiples potentialités.

M. Louat, pour votre part, vous avez rappelé la pression du Brexit et de la BCE, le rôle de

la société civile qui aurait fait pression sur les gouvernements et la montée de l'altermondialisme.

M. Fakir vous avez rappelé l'importance du futur

modèle de développement dont doit se doter le Maroc dans les prochains mois. Vous n'avez pas parlé de la fiscalité alors que ce dossier vous tient à cœur.

M. El Mehdi Fakir

Je rebondis sur la remarque de mon ami Abdou Diop qui a exprimé ses réserves concernant la nécessité d'un consensus pour adopter un nouveau modèle de développement. Appelons-le plutôt entente. Je rappelle pour mémoire que le modèle de développement adopté durant les années 2000 au Maroc a été rendu possible grâce à l'entente

qui a donné lieu au gouvernement de l'alternance. S'il n'y pas d'entente, toute incompréhension des textes peut entraîner une vague de tensions sociales. De ce fait, l'entente et la compréhension à grande échelle me semblent incontournables pour mettre en œuvre un nouveau modèle de développement et lui garantir la réussite.

M. Talal Chakir

Merci messieurs, nous allons à présent donner la parole à la salle.

Séance de questions/réponses

Intervention de Dr. Nezha Lahrichi Ancienne présidente du Conseil national du commerce extérieur (CNCE)

Bonsoir à tous. Je voudrais partager avec vous quelques remarques concernant les perspectives de l'année 2019 bien que l'incertitude soit devenue structurelle.

J'aimerais tout d'abord vous parler de la puissance chinoise. Lorsque l'on réfléchit aux perspectives mondiales, l'on se heurte toujours à l'évaluation de la santé économique de la Chine. Son ralentissement est aujourd'hui admis de tous. Et la guerre « de leadership » qui l'oppose aux États-Unis y est pour beaucoup. La Chine veut détenir le leadership mondial d'ici 2050. Parmi les éléments qui le prouvent, deux ont particulièrement retenu mon attention :

- les gouvernants chinois ont autorisé Standard & Poor's à faire le rating des obligations des entreprises chinoises. Celle-ci est une opération de vérité importante parce qu'elle permettra de crédibiliser le marché obligataire chinois qui reste l'un des plus importants au monde ;
- face à l'aggravation des problèmes sur le marché des biens, la Chine a ouvert le marché des services. Cela veut dire d'un côté que la Chine utilise les forces du marché pour réaliser son ambition de détenir le leadership, et d'un autre, qu'elle essaie d'optimiser l'allocation de ces ressources. Cela n'était pas le cas auparavant.

Concernant l'Europe, son ralentissement économique est également acquis et le vieux continent a besoin de relance. Le débat actuel est porté sur les moyens, à savoir, le choix entre le canal budgétaire et monétaire. En effet, beaucoup de voix s'élèvent pour que la BCE maintienne son « quantitative easing » (assouplissement quantitatif) en l'absence d'inflation. C'est d'ailleurs l'une des revendications des Gilets Jaunes. Mais il serait dangereux d'utiliser la planche à billets dans la mesure où cela entraînerait des distorsions.

De ce fait, le débat concernant le canal budgétaire est plus serein. Il implique la nécessité de faire pression sur l'Allemagne qui est le moteur de l'Europe, pour qu'elle fasse preuve de solidarité budgétaire européenne. Ceci me semble essentiel concernant les perspectives 2019.

Pour le Maroc, je ne vais pas débattre du modèle de développement, mais j'aimerais vous parler d'une statistique très intéressante qui devrait nous faire réfléchir. Le dernier budget économique publié par le HCP, qui est une source très crédible à mon sens dans la mesure où ils ont presque le monopole des statistiques, fait état d'un ralentissement de l'économie marocaine, et ce, sur le plan de l'investissement et de la consommation qui en sont les moteurs majeurs.

L'analyse du HCP nous indique que cela se traduirait par un besoin de financement qui entraînerait une augmentation de l'endettement extérieur. Le HCP prône alors une augmentation de l'épargne nationale. Mais c'est là où le bât blesse. Le rythme d'accroissement des revenus des entreprises a augmenté, mais le rythme d'accroissement des revenus des ménages a baissé. Pourquoi donc l'épargne n'a-t-elle pas augmenté ? Ceci mérite d'être clarifié. Dans tous les cas, nous savons aujourd'hui qu'il existe un problème de confiance.



Enfin, puisque vous avez parlé du modèle de développement, je dirais que nous avons eu un modèle de croissance basé sur le marché intérieur. Mais ce modèle connaît des limites parce qu'il n'est pas inclusif. Les limites sociales engendrées ont appelé à revisiter notre modèle de développement.

Question de M. Hassan Alaoui Directeur de publication de Maroc Diplomatique

Bonsoir à tous. Concernant le populisme, je ne suis pas d'accord avec M. Louat lorsqu'il affirme que la montée de ces mouvements serait la panacée parce qu'ils provoquent des effets pervers.

Concernant le modèle de développement marocain, M. Fakir a affirmé qu'il n'a jamais existé. Lors du discours du Roi à Al Hoceima, il était question du « nouveau modèle de développement ». Nous avons donc un modèle de développement qu'il faut renouveler. Depuis 1956, il y a eu une superposition d'expériences.

Ainsi, j'ai deux questions. La première est adressée à M. Louat, pouvez-vous nous expliquer le phénomène du populisme ? La deuxième à M. Fakir, comment pouvez-vous nier les expériences passées qui ont quand même donné lieu à un modèle de développement ? Je vous remercie.



Réponse de M. Frédéric Louat

Je vous rassure, le populisme me terrifie. L'élection de Trump, le Brexit, ce qui se passe en France, en Italie et en Hongrie sont représentatifs à mon sens de la montée du populisme.

Je n'ai pas dit que le populisme est une panacée. C'est même l'opposé de ma pensée. Mais d'un point de vue purement conjoncturel, il est possible qu'il engendre un bienfait économique dans la mesure où il obligera certains États à dépenser

plus. Il amènera également les pays à réinventer leurs modèles politiques pour réintégrer les personnes qui ne se reconnaissent plus dans le système actuel. Je pense que cela est inévitable. Les réseaux sociaux rendent cela imminent. Mais je ne souhaite pas que le populisme se généralise. Toutes mes excuses si je n'ai pas été clair. Le populisme n'est absolument pas une panacée, ni économique, ni politique, ni institutionnelle.

Réponse de M. El Mehdi Fakir

Pour répondre à votre question, je dirais que qualifier le modèle qui existait de « modèle de développement » est imprécis. Un modèle de développement est censé mettre l'économie

au service du sociétal. L'économie marocaine d'aujourd'hui est performante, mais l'on s'interroge sur le sort des richesses qu'elle produit. Il existait un modèle économique qui a permis de créer

des richesses. Mais ce modèle n'a pas permis une répartition équitable de ces dernières. Ce modèle est en panne.

Je ne le nie pas. Des plans quinquennaux ont été mis en œuvre depuis l'indépendance. Mais nous

étions toujours sous la pression de l'urgence. Malheureusement, au Maroc, les questions publiques sont toujours gérées dans l'urgence. Nous ne pouvons pas construire dans l'urgence.

Intervention de M. Abdelhafid Oualalou Vice-Président de l'Institut Marocain des Relations Internationales (IMRI)

Bonsoir. J'aimerais tout d'abord remercier cette banque citoyenne qui nous a invités ce soir.

Je suis d'accord avec M. Diop concernant l'éventuel fiasco de la vie politique en Afrique. Notre continent vit maintenant une transition démocratique. N'oublions pas que plusieurs régimes africains ont disparu : Tunisie, Égypte, Libye. Ces changements sont très importants au niveau politique dans la mesure où les relations entre les pays africains se situaient au niveau des chefs d'État, liés par des amitiés personnelles. Aujourd'hui, les relations changent et deviennent des relations d'État à État, basées sur des projets économiques réels. Ainsi, la question qui se pose pour le Maroc concerne sa place dans le continent où plusieurs puissances économiques se bousculent pour établir des partenariats tripartites. Pour la Chine, l'Inde, les États-Unis et l'Union européenne, le Maroc est un partenaire essentiel en Afrique. Comment le Maroc peut-il donc jouer ce rôle tout en misant sur une coopération Sud-Sud ?

Aussi, j'aimerais vous parler de la CEDEAO et de la ZLECA. L'on ne parle d'études d'impact qu'après avoir pris la décision politique d'adhérer à la CEDEAO et signé en mars dernier l'accord ZLECA. Je pense qu'il fallait d'abord commencer par les études d'impact, avant de prendre de telles décisions. Au niveau de la CEDEAO, le dossier du Maroc bloque non seulement pour des raisons techniques, mais également politiques. Et pour la ZLECA, je rappelle que le Maroc a 52 accords de libre-échange dont la plupart mènent à des déficits commerciaux.

Enfin, je voudrais parler des perspectives du Maroc au niveau de l'Union Africaine. Le retour du Maroc à l'UA a été une date historique. Aujourd'hui, le défi est d'être présent dans les structures de cette Union. Nous sommes membres du Conseil Paix et Sécurité pour deux ans, et nous sommes un partenaire essentiel concernant la politique de l'immigration en Afrique. Aussi, il ne faut pas oublier la politique d'Israël en Afrique. Israël a 33 relations diplomatiques en Afrique et est membre observateur de la CEDEAO.

Je vous remercie.



Intervention de Mme Houria Tazi Sadeq Juriste

Bonsoir. Je ne suis pas économiste. Étant juriste, j'ai un autre regard sur vos propos.

Je voudrais très modestement vous dire mon étonnement. Les économistes planent toujours dans « le macro » sans avoir l'humilité de regarder les conditions d'existence des citoyens.

Depuis 2009-2010, les sociétés sont en ébullition et les citoyens réclament leurs droits économiques culturels et sociaux. À mon sens, nous devons réfléchir aux modalités et aux processus qui permettront de réintégrer le social dans l'économie et dans la gouvernance. Ces deux facteurs sont essentiels pour la réussite d'un modèle de développement. Dans le discours de Sa Majesté, à l'occasion de la Fête du Trône, le Roi a parlé de l'approche participative et de l'inclusion. Je trouve ce discours extraordinaire parce qu'il parle de procédés et de procédures. Je travaille beaucoup sur la question institutionnelle. Au Maroc, nous adoptons beaucoup de lois, mais nous ne les rendons pas effectives.

J'ai une autre remarque. Vous avez très rapidement évoqué la question de l'eau. Dans le discours de Sa Majesté à l'occasion de la Fête du Trône, le Roi a parlé des ressources naturelles et plus particulièrement de l'eau. L'eau est une question centrale pour l'Afrique. Par exemple, un lien a été établi entre le rétrécissement du Lac Tchad et le terrorisme. À la veille de la COP21, les pays africains ont mis l'eau en tête de leurs demandes, suivie de l'agriculture et de la santé. Messieurs, regardons les conditions d'existence des citoyens.

Par ailleurs, M. Louat, je ne suis pas gênée de dire que le populisme est une panacée, parce qu'il faut distinguer le populisme et la citoyenneté. Malheureusement, l'on a tendance à les mélanger. Je considère que les événements en France sont une chance extraordinaire pour le pays pour avancer en termes de démocratie et de modèle politique.

Messieurs les économistes, atterrissez, venez vers les citoyens, analysez la santé et l'éducation. L'analyse sectorielle est importante.

Enfin, je pense qu'il faudrait que l'on ait plus d'interdisciplinarité. Il faudrait intégrer dans les débats des personnes qui voient les choses plus simplement. Je vous remercie.

Réponse de M. Abdou Diop

Concernant la CEDEAO et la ZLECA, le Maroc ne peut rester isolé du reste du continent. Il doit donc s'intégrer à la communauté économique qui fait sens.



Deux intégrations sont possibles :
- L'horizontale a beaucoup d'intérêt. Elle permet au Maroc de gagner des points de croissance, mais il reste tributaire de son dynamisme.

- La verticale concerne l'Afrique. Avant la demande d'adhésion à la CEDEAO, l'économique a pris le devant. Lorsque le Maroc est devenu premier investisseur dans les pays de la CEDEAO, il est devenu logique et légitime de demander l'adhésion. Les études d'impact détermineront la forme que prendra cette intégration. Celles-ci identifieront forcément certains secteurs qui devront être sacrifiés mais, au final, l'économie en tirera profit dans sa globalité.

En 2018, 30 % du PNB de certaines banques et 40 % du résultat de Maroc Telecom ont été réalisés en Afrique Subsaharienne. De plus, 80 % des activités de certaines entreprises BTP sont localisées dans les pays membres de la CEDEAO. Sans cette politique, nous aurions senti les effets de la crise.

Le Maroc a déposé sa demande d'adhésion à la CEDEAO parce que la logique économique prime et que la logique politique n'est pas incompatible.

Réponse de M. El Mehdi Fakir

Un modèle sociétal est un modèle qui permet une vie décente à la population, garantit les droits et la dignité des citoyens à travers l'écologie, l'intégration et le dialogue, et favorise et promeut les obligations de chacun. Un modèle économique est important pour créer de la richesse, mais dès lors que la répartition de celle-ci est inéquitable, le modèle est en panne et nous ne pouvons plus parler de modèle de développement. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas parler de modèle de développement sans parler de la composante humaine.

L'approche participative a été prônée par le haut lieu lorsqu'il a été demandé de convoquer

Il existe certaines réticences, mais cela est normal et légitime. Nous suivons maintenant un processus normal. Le Maroc a été desservi par l'accord de principe qui a été rapidement donné par les chefs d'État.

Concernant la ZLECA, elle constitue la continuité du retour du Maroc à l'Union Africaine. Un ensemble d'études est actuellement mené. La vision africaine du Maroc est pertinente et anticipatrice, mais elle doit devenir opérationnelle. Cela se traduira à travers la présence du Maroc dans toutes ces instances. La politique de la chaise vide n'a pas été fructueuse. Nous pouvons agir via le politique, via l'économique, via la société civile... dépendamment de ce qu'impose chaque situation. Le Maroc renforce aujourd'hui sa position africaine et son intégration sur le continent à travers différents leviers. Un marché de 40 millions d'habitants n'est plus viable dans une économie mondialisée. Le Maroc n'a pas le choix.

des Assises. Le dialogue social peine toujours à décoller parce que chaque partie campe sur sa position. Nous ne pouvons pas imaginer un modèle de développement durable sans dialogue social et sans concessions de la part des différentes parties prenantes. Nous ne pouvons pas garantir la flexibilité du marché de travail sans des concessions de la part des syndicats ; nous ne pouvons pas garantir une fiscalité équitable sans le consentement des contribuables ; nous ne pouvons pas garantir une économie forte sans intégrer l'informel... Ces questions doivent être modélisées dans le cadre d'un modèle sociétal inclusif garantissant la dignité du citoyen.

Question de M. Khalid Chafaqui
Acteur social, Fondateur du CKM
Ecosystem Incubator Accelerator
Cash Generator

Bonsoir. Je souhaiterais poser une question aux experts. Est-ce que vous avez entendu parler de l'Afrocacy et de la Marocracy? J'aimerais avoir une réponse si cela est possible. Je vous remercie.



Question de M. David Assayagh
Citoyen marocain

Bonsoir. Je voulais vous entendre parler du déficit de notre balance commerciale. La réduction de ce déficit est cruciale pour notre développement. Pour ce faire, nous devons travailler pour notre souveraineté alimentaire. Il est possible de produire localement ce que nous importons comme matières premières ou denrées alimentaires.

J'ai appris récemment que des instructions ont été données au Ministère de l'Agriculture pour mettre à disposition 1 million d'hectares pour l'agriculture. Je me pose deux questions concernant cette actualité : comment va-t-on exploiter ce million d'hectares et qui va s'en charger? Va-t-on diffuser l'éducation et la culture aux enfants de ceux qui vont produire sur ce million d'hectares?



Question d'un participant

Je remercie d'abord Attijariwafa bank pour l'organisation de ce cycle de conférences. Je remercie également les intervenants pour la qualité des échanges. Aujourd'hui, dans une économie qui se mondialise et qui s'ouvre de plus en plus à la concurrence, nous devons investir pour accélérer la croissance et le développement.

J'aimerais vous parler du volet fiscal. Pour attirer les investissements, la fiscalité doit être flexible. Actuellement, il y a 4 taux de l'IS. Dans la loi de finances de 2019, nous prévoyons de passer à 3 taux.



Ma question est la suivante : que proposeriez-vous pour que le système fiscal attire un maximum d'investisseurs et devienne un vecteur de compétitivité ? Je vous remercie.

Intervention d'un participant

Bonsoir. Je voudrais réagir en ce qui concerne le modèle de développement. Je voudrais rappeler la lettre qu'a adressée Sa Majesté à M. Abderrahmane El Youssoufi en 1999 pour détailler la mise en œuvre d'un plan quinquennal.

À mon sens, le problème du Maroc se situe au niveau politique, nous n'avons pas de parti politique capable de porter des problèmes sociétaux, de les approcher et de trouver des solutions. Prenons l'exemple de la régionalisation, aucun bilan n'a été réalisé sur les données qui ont été récoltées, l'argent qui a été dépensé, les programmes qui ont été déclinés... Aujourd'hui, aucune région ne fonctionne. La faute incombe aux politiques. C'est sur ce levier qu'il faut agir.



Intervention de Dr. Jaouad Touzani Président de l'Union Nationale des Professions Libérales

Bonsoir. Je représente 13 professions libérales, parmi lesquelles les médecins, les pharmaciens, les architectes, les avocats, les experts comptables, etc. Nous ne sommes pas des économistes. Nous vivons au jour le jour. Notre but est de vivre une vie sereine et paisible. Les ministres et ceux qui nous gouvernent devraient avoir le même objectif pour nous citoyens.



Toutes les professions libérales n'ont pas d'assurance maladie, n'ont pas d'allocations d'éducation ou de logement. Mais lorsqu'il s'agit de fiscalité, nous sommes la brebis galeuse alors que nous ne représentons que 5 % de la population active.

Je me permets de donner la parole au Président du Syndicat National des Médecins. Les économistes doivent connaître la vie réelle de la population. C'est un réel enjeu.

Intervention de Dr. Badreddine Dassouli Président du Syndicat National des Médecins

Bonsoir. Pour avoir un modèle de développement viable, nous devons croire en notre système politique, économique et fiscal. Aussi, devons-nous opter pour une bonne gouvernance. Les dépenses de l'État doivent être rationalisées. L'argent du contribuable doit être investi dans l'enseignement et la santé. Nous ne pouvons pas développer un pays malade et analphabète.



Tout à l'heure, il a été affirmé qu'une partie des professions libérales échappait au fisc. Au contraire, nous sommes 45 000 à peine. L'État ne doit pas compter sur nous pour redresser ses finances. Nous n'avons ni AMO, ni assurance-vie. Les médecins sont des personnes physiques et paient l'IR à 38 % alors qu'ils assurent des prestations sociales. Les sociétés à but strictement lucratif paient un taux de 20 % alors qu'elles bénéficient d'avantages. Cela est inéquitable.

L'équité fiscale sera le premier point que nous aborderons lors des Assises. Il faut tenir compte de la spécificité de chaque profession et de ce qu'elle apporte au pays, non seulement sur le plan matériel, mais également sur le plan social.

Aussi, il serait intéressant d'attirer des investisseurs pour faire du Maroc un hub régional de santé. Je vous remercie.

M. Talal Chakir

Je vous remercie aussi au nom de la Fondation Attijariwafa bank qui, depuis cinq années, nous régale avec des conférences autour de thématiques

aussi variées. Je remercie également tous les intervenants qui lui font confiance. Merci à tous. Bonne soirée.

Mme Mouna Kably

Au nom de la Fondation Attijariwafa bank, je remercie tous nos invités d'avoir répondu à notre invitation. Merci à M. Frédéric Louat, Directeur Général du cabinet Riser Maghreb, M. Abdou Diop, Managing Partner du cabinet Mazars Audit & Conseil et M. El Mehdi Fakir, Économiste, Senior

Consultant en Stratégie & Risk Management.

Merci à M. Talal Chakir pour la qualité des échanges.

Merci pour votre intérêt et à très bientôt !

La rencontre en images







LA FONDATION Attijariwafa bank, UN ACTEUR CITOYEN AU SERVICE DU DÉBAT & L'ÉDITION, DE L'ÉDUCATION ET DE L'ART & LA CULTURE

La Fondation Attijariwafa bank déploie toute son énergie et son savoir-faire depuis plusieurs décennies, en soutenant trois domaines essentiels pour le développement de notre pays, à savoir le débat d'idées & l'édition, l'éducation, l'art et la culture.

Le pôle Édition & Débats a pour mission de promouvoir un débat constructif sur des problématiques économiques, sociales, sociétales, et culturelles. À travers son cycle de conférences « Échanger pour mieux comprendre », le pôle offre une plateforme ouverte aux opérateurs, acteurs de la société civile, étudiants et enseignants universitaires, afin de favoriser l'échange avec les experts marocains et étrangers. Par ailleurs, le pôle Édition & Débats apporte son soutien à la publication de livres et manuscrits, et assure la diffusion de travaux de recherche et de productions intellectuelles réalisés par les entités de la banque.

Le pôle Éducation apporte un appui à l'enseignement sur l'ensemble de sa chaîne de valeur, du préscolaire au supérieur, afin de contribuer à la réduction des taux d'abandon et d'échec scolaire. Le pôle initie ainsi de nombreuses actions structurantes dans ce domaine comme le programme d'appui au préscolaire en faveur du quartier de Sidi Moumen à Casablanca ; le soutien à l'amélioration de la qualité du primaire au niveau des établissements publics ; et le soutien aux élèves de classes préparatoires dans leur préparation aux concours d'accès aux grandes écoles, à travers les semaines de concentration et l'amélioration de la qualité

de vie dans les centres de classes préparatoires. Par ailleurs, le pôle Éducation a fait preuve d'innovation en créant, en partenariat avec Banco Santander, le master « Banque et Marchés Financiers » ainsi que le portail et la carte Jamiati.

Le pôle Éducation est également engagé en faveur de l'encouragement de l'esprit d'entrepreneuriat et l'accompagnement des jeunes promoteurs. Enfin, le soutien aux associations en faveur des populations démunies ou en situation précaire constitue un axe d'intervention majeur du pôle.

Le pôle Art & Culture est un acteur majeur dans la démocratisation de l'accès à la culture et à l'éducation artistique des jeunes. Depuis plusieurs années, le pôle apporte un soutien à la création artistique contemporaine et facilite l'intégration des jeunes talents dans le circuit artistique. De même, il accompagne les projets universitaires et associatifs visant l'épanouissement artistique en milieu scolaire et universitaire. Initiateur de plusieurs expositions monographiques ou collectives, le pôle Art & Culture contribue à la promotion des artistes africains et fait de l'art, un vecteur de rapprochement et d'échange interrégional. Il assure, enfin, la conservation et la valorisation du patrimoine artistique du groupe Attijariwafa bank.

Dans chacun de ses trois pôles, la Fondation Attijariwafa bank a développé une expertise qu'elle met au service de la communauté ou tissé des partenariats solides avec des associations de renom afin d'optimiser la portée de ses initiatives citoyennes.



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Croire en vous

attijariwafabank.com